



COMMUNIQUÉ

Montreuil, le 15 septembre 2016

LE FERROVIAIRE, C'EST L'AVENIR

Il est urgent de stopper le jeu de poker menteur qui se joue entre le Gouvernement, la Direction d'ALSTOM et les dirigeants des entreprises publiques SNCF et RATP.

Le gouvernement fait mine de découvrir un dossier qui est sur sa table depuis des mois. Nos organisations syndicales n'ont cessé d'alerter les pouvoirs publics sur les conséquences des politiques d'austérité conduites dans le transport public sur l'avenir de la branche industrielle ferroviaire de notre pays. C'est bien le désengagement financier de l'État sur les infrastructures ferroviaires et l'absence de courage politique du gouvernement en matière de transports qui ont conduit à la situation que vivent les salariés d'ALSTOM, mais aussi les cheminots et les traminots. Nous sommes bien loin des discours environnementaux vertueux sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de particules fines. Rappelons également que la CGT a mis en garde le gouvernement sur les risques encourus par la branche ferroviaire d'ALSTOM lorsqu'il a validé la vente à General Electric de sa branche énergie.

Les dirigeants d'ALSTOM jouent les vierges effarouchées. À les écouter, ils seraient presque des victimes. Pourtant, c'est bien une stratégie délibérée de l'entreprise de déplacer la production ferroviaire vers l'Europe de l'Est. Ils savent que les délais de livraison ne seront pas respectés, que la qualité de la production sera inférieure, que les conditions sociales des salariés sont déplorables. Dans leur logique financière, la satisfaction des actionnaires devient prépondérante à l'ensemble des autres critères pourtant cruciaux sur une vision à longs termes de l'avenir de l'entreprise. C'est de façon volontaire et réfléchi que la Direction d'ALSTOM met en péril les sites de production en France.

Concernant les dirigeants des entreprises publiques SNCF et RATP, ces derniers se cachent derrière l'obligation d'appel d'offre européen pour attribuer des marchés à des entreprises espagnoles ou allemandes soi-disant plus performantes. Ils omettent de dire que ces appels d'offre peuvent contenir des critères qualitatifs, sociaux et environnementaux qui permettraient de garantir la production en France. Les USA imposent bien à ALSTOM de fabriquer les TGV sur leur territoire. La Suisse exige que les commandes passées à ALSTOM soient produites à Belfort pour en garantir la qualité. Les prétextes évoqués par les Présidents de la SNCF et de la RATP ne tiennent pas.

Nos organisations syndicales affirment que le site de Belfort a de l'avenir, car les besoins en matériel ferroviaire sont énormes et la technicité des salariés est un atout incontestable. Le maintien du site de Belfort passe par des choix politiques et des stratégies d'entreprises qui ne soient pas guidés par les financiers et quelques actionnaires sans scrupules. L'industrie ferroviaire française est un fleuron mondialement reconnu, ce sont les salariés des sites nationaux qui ont conquis ce rayonnement.

Nos organisations syndicales ne laisseront pas sacrifier sur l'autel de la finance les salariés d'ALSTOM de Belfort et l'industrie ferroviaire nationale.

Les Fédérations CGT de la Métallurgie, des Transports, des Cheminots et l'Union Interfédérale des Transports CGT appellent l'ensemble des salariés de nos secteurs professionnels à se mobiliser, car notre devenir est commun.

Unis et déterminés, rassemblons-nous le 27 septembre 2016 à partir de 8h30, à Saint-Ouen devant le siège d'ALSTOM, lors de la réunion de son Comité d'Entreprise.